



## Cahiers de la Méditerranée

70 | 2005

Crises, conflits et guerres en Méditerranée (Tome 1)

---

# Les échelles du Levant dans la tourmente des conflits méditerranéens au XVIII<sup>e</sup> siècle : la défense des intérêts français au fil du temps

Jean-Pierre Farganel

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/854>

ISSN : 1773-0201

### Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 61-83

ISSN : 0395-9317

### Référence électronique

Jean-Pierre Farganel, « Les échelles du Levant dans la tourmente des conflits méditerranéens au XVIII<sup>e</sup> siècle : la défense des intérêts français au fil du temps », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 70 | 2005, mis en ligne le 12 mai 2006, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/854>

---

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

© Tous droits réservés

---

## *Les échelles du Levant dans la tourmente des conflits méditerranéens au XVIII<sup>e</sup> siècle : la défense des intérêts français au fil du temps*

Jean-Pierre Farganel

---

- 1 La diplomatie française en Méditerranée orientale était tributaire d'un contexte complexe dans lequel de nombreux paramètres intervenaient. En effet, l'acception de l'espace méditerranéen selon la vision braudélienne était toujours pertinente et les affaires de l'Europe orientale et centrale devaient peser lourdement dans la genèse des conflits et des tensions dans cette région. En effet, si le traité de Westphalie mettait définitivement fin à l'opposition entre l'Empire ottoman et l'Empire de Charles-Quint, il préparait l'irruption de nouveaux acteurs en Méditerranée orientale : l'Autriche, d'une part, qui ne pouvait plus songer à établir sa domination sur le Saint-Empire, se tournait vers les Balkans et les régions danubiennes, la Russie d'autre part, qui avait atteint les rives de la Mer noire en 1699, se préparait à tenter un débouché en Méditerranée.
- 2 Dans ces conditions l'Empire ottoman, avec ses frontières communes avec ses deux Etats se trouvait pris dans un étau dont les mâchoires à l'ouest et au nord étaient composées de l'Autriche et de la Russie et à l'est de la Perse. L'implication de la Russie et de l'Autriche dans les conflits européens du XVIII<sup>e</sup> siècle devait en outre, du fait de la position de la Porte sur les frontières de ces deux puissances, devoir faire jouer à la Turquie un rôle non négligeable, notamment dans les affaires polonaises.
- 3 Dans ce contexte, la diplomatie française poursuivait deux objectifs parfois contradictoires, d'un côté préserver ses intérêts commerciaux essentiels au Levant, d'un autre, utiliser l'alliance ottomane pour tenter d'empêcher le dépeçage de la Pologne. Les relations franco-ottomanes n'étaient pas seulement une question d'orientations diplomatiques et de relations entre l'ambassadeur et le divan, mais aussi des actions menées par les consuls dans les Echelles, sans compter les problèmes posés par les

missions religieuses. Les consuls français au Levant eurent au cours de cette période à faire face à la rude tâche de préserver les intérêts de leurs nationaux dans les provinces ottomanes alors que des forces centrifuges favorisées par la dégradation de l'Etat ottoman s'exerçaient.

- 4 En Egypte, en Syrie-Palestine, des potentats locaux apparurent et profitèrent de la perte d'autorité du divan pour asseoir leur pouvoir et imposer aux résidents français vexations et avanies. La mission des consuls français fut souvent compliquée par les guerres, les conflits et les tensions qui agitèrent le bassin oriental de la Méditerranée.
- 5 Nous allons tenter d'analyser leur action à travers leur correspondance conservée dans le très riche fonds des archives de la Chambre de Commerce de Marseille. Ces sources, jusqu'à présent, ont été relativement peu étudiées, et nous sommes encore loin d'un dépouillement exhaustif de cette très importante masse archivistique. Néanmoins, à partir d'un certain nombre d'exemples, il est déjà possible d'établir un premier bilan de leur action.
- 6 Le recueil des instructions aux ambassadeurs et ministres de France auprès de la Porte constitue une précieuse source qui nous éclaire sur la gestion des affaires de la Méditerranée orientale par la France. En effet, lors de son départ pour la Turquie ou au cours de l'exercice de sa charge, l'ambassadeur recevait de la part de son ministre de tutelle des instructions précises concernant les actions et les négociations qu'il devait mener. Les instructions aux ambassadeurs et ministres de France se rendant à Constantinople comportaient ordinairement trois rubriques.
- 7 La première rubrique était consacrée aux affaires religieuses puisque la France était le protecteur des Chrétiens dans l'Empire ottoman. Dans ce domaine l'ambassadeur était tenu de faire respecter les Capitulations qui instaurent la liberté de culte pour les résidents français, chaque consulat possédait sa chapelle consulaire et son chapelain. L'ambassadeur, en outre, devait assurer la protection des missionnaires au Levant, faciliter leur ministère et favoriser le rapprochement des Eglises au profit de Rome.
- 8 La seconde rubrique était consacrée au commerce au Levant et en Barbarie, pour l'essentiel la tâche de l'ambassadeur consistait à veiller au respect des capitulations par les Ottomans. Il en négociait de nouvelles et s'efforçait d'améliorer les conditions du commerce ainsi que d'obtenir de nouveaux droits douaniers ou d'autres franchises. La monarchie française étant très intéressée, en outre, par un débouché en Mer Noire et en Mer Rouge.
- 9 La troisième, enfin, était dédiée aux affaires diplomatiques. Une partie du document était consacrée à l'état de la situation internationale selon le monarque et son ministre, une autre aux relations bilatérales avec la Porte. La dernière partie précisait la conduite qu'il devait tenir dans l'exercice de sa charge, buts à atteindre, activité de renseignement, négociation secrète avec telle ou telle partie.
- 10 Du traité de Westphalie à la veille de la Révolution française, l'acception braudélienne d'une Méditerranée dépassant la notion d'une aire physique et climatique au profit d'une aire méditerranéenne avec ses isthmes et ses annexes prenait tout son sens. L'irruption de l'Autriche et de la Russie dans la région, sans oublier les influences de l'espace perse et du lien avec la Mer Rouge débouchant sur la Méditerranée et l'Inde, en étaient l'éclatante confirmation..
- 11 Durant la première partie du XVIII<sup>e</sup> siècle, la diplomatie française au Levant fut marquée par une atmosphère de cordialité tranchant nettement avec les vicissitudes du siècle

précédent ; même si l'amélioration des relations entre la Porte et Versailles s'est amorcée durant le dernier tiers du XVII<sup>e</sup> siècle.

- 12 Sous le règne de Louis XIII et la première partie du règne de Louis XIV, l'alliance avec la Turquie avait été négligée. Richelieu concevait une politique extérieure tournée vers l'Allemagne et l'Europe du nord. Quant à Mazarin, il était hostile à toute entente avec les Turcs, il avait même fait un legs de 200 0000€ pour financer la guerre contre les Ottomans. La guerre de Crète devait encore envenimer les relations franco-ottomanes. Sans qu'un conflit soit officiellement déclaré, la France devait mener quelques actions militaires contre la Porte'. Les relations avec la Porte ne furent normalisées qu'à partir de 1665 et surtout avec l'ambassade de Nointel qui réussit à renouveler les Capitulations en 1673. Malgré tout, les rapports franco-ottomans furent assez houleux. Louis XIV, comme ses prédécesseurs, était peu favorable à l'alliance ottomane, cependant la nécessité des conflits européens devait faire force de loi.
- 13 Les échecs ottomans face aux Autrichiens et aux Polonais, notamment devant Vienne en 1683, puis contre la Sainte-ligue ont amené les Ottomans à signer la première paix défavorable de leur histoire à Carlowitz en 1699. La Porte perdait Bude, Azov et la Morée. La France, quant à elle, était aux prises avec la Ligue d'Augsbourg dès 1686. Un rapprochement entre les deux puissances était inévitable. Toutefois, en raison de sa faiblesse, la Turquie fut peu utile à la France pendant la guerre de succession d'Espagne.
- 14 Les conflits du début du XVIII<sup>e</sup> siècle opposant la Turquie à ses voisins devait rendre à la diplomatie française tout son lustre. La guerre russo-turque de 1710-1711 par le traité de Pruth devait restituer Azov aux Turcs et garantir quelque peu l'indépendance de la Pologne, un succès pour la diplomatie française. Toutefois la guerre austro-turque, en dépit de la médiation anglaise, hollandaise et française, se solda par un échec ottoman avec la perte du banat de Temesvar, la Valachie occidentale et le nord de la Serbie avec Belgrade. La Porte conservait la Morée reprise aux Vénitiens.
- 15 Les Ottomans, conscients de leur faiblesse, envoyèrent des représentants auprès des cours de Versailles, Vienne et Moscou et surtout recherchèrent l'appui de la France qui les avait soutenus lors des derniers conflits.
- 16 La Régence et le début du règne de Louis XV, furent les dernières phases de collaboration active entre la monarchie française et le divan. Entre 1720 et 1740, une véritable ère de francophilie régna à Istanbul. Le soutien français diplomatique dans la guerre contre la Russie et l'Autriche (1736-1739) permit à la Porte par la paix de Belgrade de retrouver sa souveraineté sur Azov et sur les territoires cédés à l'Autriche lors de la paix de Passarowitz en 1718. La France put, ainsi, renouveler les Capitulations.
- 17 Après 1740, la guerre de Pologne et la guerre de succession d'Autriche' n'avaient pas entamé la bonne entente entre les deux Etats bien que la France ait échoué à amener la Turquie à envahir la Hongrie. La conclusion de l'alliance franco-autrichienne devait provoquer une crise franco-ottomane rapidement surmontée, cependant la défaite française lors de la guerre de Sept Ans devait fortement amoindrir le prestige français à Istanbul. L'adhésion de la Russie à l'alliance franco-autrichienne devait même provoquer la colère du sultan Mustapha III qui rendait les Français responsables de la capture du vaisseau du capitain-pacha par les Maltais. L'action de Choiseul qui fit restituer le bâtiment par Malte mit fin à la crise en 1761.
- 18 Après la guerre de Sept Ans, la France était affaiblie, elle avait perdu la majeure partie de son empire colonial alors que la Prusse et la Russie exerçaient en Europe orientale une

influence prépondérante au détriment de la Pologne et de l'Empire ottoman. L'objectif de la France était d'empêcher un dépeçage de la Pologne, l'ambassadeur Saint-Priest en vertu des ses instructions, poussa donc la Porte à attaquer la Russie pour l'affaiblir.

- 19 La guerre russo-turque ( 1768-1774 ) tourna au désavantage de la Porte, les tensions liées au premier partage de la Pologne devaient pousser les Russes à négocier puis à signer la paix de Kutchuk-Kainardji. La Turquie se voyait restituer la Moldavie, la Valachie, la Bessarabie. Les Russes obtenaient Azov, la côte entre le Dniepr et Bug, la libre navigation en Mer noire et le libre passage dans les détroits pour les navires de commerce et, enfin la protection des orthodoxes dans l'Empire ottoman. L'Autriche qui avait soutenu le tsar, recevait la Bukovine. La Question d'Orient était posée.
- 20 L'Empire ottoman prenait pleinement conscience de sa faiblesse et de la menace russe ainsi que la nécessité de rechercher l'appui de la France. Désormais, la France mettait tout en œuvre pour empêcher le démembrement de l'Etat ottoman'. Vergennes intervint à plusieurs reprises pour dissuader Vienne de céder aux propositions russes allant en ce sens. Il risqua même de ruiner l'alliance franco-autrichienne, ce faisant, notamment en 1783 lorsque la Russie annexa définitivement la Crimée. Joseph II, prudemment, n'intervint pas, il se contenta de négocier en 1784 le libre passage des détroits que la Russie avait obtenu en 1779.
- 21 En 1788, lorsque les Turcs, inquiets d'une agression russe, entrèrent en guerre contre Catherine II, la France n'intervint pas. Vergennes était mort et l'opinion publique française était favorable à Catherine II. Versailles crut même nécessaire de rappeler ses instructeurs qui, comme le capitaine Laffitte, réorganisaient l'armée ottomane. La guerre austro-russe menée contre les Ottomans tourna vite au désavantage de ces derniers. La Turquie fut sauvée par l'intervention diplomatique anglaise et surtout par les débuts de la Révolution française qui devait retenir toute l'attention des austro-russes, les paix de Svitchov (1791) et de Jassy (1792) devaient rétablir le statu-quo ante.
- 22 La décision prise en 1788 constituait une remise en cause complète de la diplomatie française traditionnelle au Levant. La mort de Vergennes farouche adversaire du partage de l'Empire ottoman laissait le champ libre à ses partisans, comme l'ambassadeur Choiseul-Gouffier ou Volney. L'opinion publique française était séduite par la tsarine, amie des philosophes, qui avait accordé un traité ouvrant le commerce de la Mer Noire à Marseille que les Turcs, considérés comme les inévitables vaincus, avaient toujours refusé. Ce retournement de l'opinion et l'action des partisans d'un dépeçage de l'Empire ottoman préparait les esprits à envisager l'expédition d'Egypte une décennie plus tard.
- 23 Si la Régence et le début du règne de Louis XV furent marqués par une diplomatie pacifique, les affaires européennes, après 1740, devaient modifier la donne des relations franco-ottomanes, nous l'avons vu. Notamment la question polonaise, la guerre de succession d'Autriche, le renversement des alliances et la guerre de Sept Ans devaient porter un rude coup au prestige français auprès de la Porte. Celui-ci ne fut que partiellement rétabli par la suite par Vergennes. L'objectif de la France était désormais d'empêcher la Russie de dépecer l'Empire ottoman et de s'emparer de la Pologne. Elle s'efforça de renforcer l'armée ottomane par le biais d'instructeurs et de soutenir diplomatiquement la Turquie.
- 24 Ces principes diplomatiques perdurèrent jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, du moins jusqu'à la mort de Vergennes. Sa disparition donna toute latitude en 1788 aux partisans

d'un renversement de la doctrine diplomatique française au Levant et en Barbarie qui préfigurait l'expédition d'Egypte qui devait se dérouler une décennie plus tard.

- 25 La France se considérait comme la protectrice des Chrétiens d'Orient, notamment des maronites et des catholiques ainsi que des missionnaires. L'action de la France achoppait sur la question de la garde des Lieux -Saints et des conflits qui pouvaient éclater avec les autres confessions chrétiennes, orthodoxes, arméniennes. La dégradation des relations franco-ottomanes au XVII<sup>e</sup> siècle avait empêché toute véritable action de la France.
- 26 De plus, le soutien aux missions religieuses dans le but d'opérer un rapprochement des Eglises au profit du catholicisme était source de nombreux conflits avec les autorités religieuses orthodoxes notamment. Celles-ci n'hésitaient pas à porter leurs différends devant le divan qui tranchait alors souvent en leur faveur. Les missions catholiques perdirent en 1637 la garde des Lieux-Saints. Elle ne fut restituée aux catholiques qu'en 1690 qui la conservèrent jusqu'en 1757.
- 27 L'avènement de la Régence se traduisit par un net infléchissement de la politique religieuse française au Levant. L'heure n'était plus au zèle prosélyte mais aux considérations stratégiques et commerciales. La bonne entente avec la Porte primait et il fallait donc éviter toute source de conflit et contenir le fâcheux prosélytisme des missionnaires catholiques.
- 28 En 1716, les instructions enjoignaient l'ambassadeur de Bonnac à modérer le zèle prosélyte des missionnaires'. En 1728, le marquis de Villeneuve, recevait les mêmes consignes. Comme précédemment on regrettait que toutes les missions ne fussent pas sous l'autorité unique de la France, Villeneuve devait s'efforcer de prévenir les troubles éventuels provoqués par les missionnaires, notamment ceux sous l'autorité romaine'. Castellane en 1740, se devait d'empêcher que « *la jalousie et l'émulation souvent indiscrete des missions* ne provoquent des troubles'. » Si l'on recommandait à des Alleurs de tout faire pour favoriser la liberté de culte des résidents français au Levant et la liberté d'exercer leurs fonctions pour les religieux, en revanche, il devait empêcher ces derniers d'user imprudemment de leur liberté'.
- 29 En 1768, les instructions données à Saint-Priest, étaient la marque d'un certain agacement du ministre à l'égard des missionnaires :
 

« On sait à la vérité que les Grecs, Arméniens et Syriens ont souvent suscité par leurs calomnies des persécutions aux catholiques ; mais il faut convenir aussi que le zèle inconsidéré des missionnaires, leurs divisions et leurs animosités, ont quelquefois fournit de justes sujets de mécontentement aux Turcs et aux Grecs'. »
- 30 Saint-Priest devait empêcher le prosélytisme qui violait la nouvelle loi édictée par la Porte interdisant le mariage entre Latins et Grecs, après celle interdisant la conversion au catholicisme. Pour le ministre, la France ne saurait semer le trouble au sein d'un Etat ami et y encourager la violation de la loi. Pour l'essentiel, les instructions destinées à Choiseul Gouffier se bornaient en 1784 à la négociation de la restitution de la garde des Lieux-Saints aux missionnaires latins et à régler le cas des missionnaires jésuites encore présents au Levant dont les missions étaient confiées aux Lazaristes après que l'ordre des jésuites ait été expulsé de France.'
- 31 Ainsi, l'on a pu constater un net infléchissement de la politique religieuse de la France au Levant. Il ne s'agissait plus d'une priorité destinée à opérer le rapprochement des Eglises sous la férule de Rome, mais de subordonner celle-ci aux exigences de la diplomatie et du commerce du Levant qui prit une importance accrue au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il fallait donc

tempérer le zèle prosélyte des missionnaires pour empêcher tout trouble fâcheux pouvant compromettre les bonnes relations avec la Porte. La protection des Lieux-Saints, malgré un sentiment religieux toujours vif, ne jouait plus, qu'un rôle essentiellement lié à l'influence que la France pouvait en retirer. La protection des missions restait utile au regard des ministres, notamment pour préparer une pénétration commerciale en Perse et en Mer rouge.

- 32 Pour les autorités monarchiques françaises le commerce du Levant était une question de toute première importance. Non seulement, le négoce français avait pris une part prépondérante au détriment des Anglais et des Hollandais mais encore, après 1763, dans l'esprit des autorités françaises, il était censé compenser les manques à gagner liés à la perte de l'empire colonial français. Les échanges français avec le monde ottoman furent largement bénéficiaires, du moins durant les trois premiers quarts du siècle. La France exportait, entre autres, des draps du Languedoc, du papier, du sucre, du café et certains produits stratégiques comme du fer et du plomb<sup>32</sup>, elle importait essentiellement des matières premières comme les cendres destinées aux savonneries et aux verreries, différentes épices et drogues, du coton brut, du coton tissé, des cotons rouges d'Alep, des céréales etc.
- 33 Il était donc vital de faire respecter les Capitulations et d'améliorer les conditions du négoce sur le plan local et sur le plan général par des accords passés avec le divan et les autorités locales. La France s'était évertuée en vain à obtenir un libre accès à la Mer Noire et des facilités pour importer depuis le Levant des céréales, une denrée stratégique sous haute surveillance de la Porte<sup>33</sup>. Après 1770, le commerce du drap du Languedoc et du coton devait connaître une crise, révélée entre autres, par la crise des courtiers marseillais dont une des causes était l'irruption en Méditerranée des cotons cultivés en Amérique. La mévente des cotons levantins fut la cause de fortes tensions entre les autorités locales et les Français dans certaines Echelles<sup>34</sup>. Au cours du siècle, la production du coton devait basculer vers Acre et Seyde depuis l'Égypte puis vers Smyrne et Salonique. La question du coton, par exemple, occasionna de nombreuses tensions à Acre et Seyde avec Dahir (1730-1775) et surtout, après 1775, avec l'ombrageux Al Djazzar à la fin du siècle. Tensions qui se traduisirent par l'expulsion des nations françaises de ces deux Echelles en 1790<sup>35</sup>.
- 34 La situation fut également très difficile, en Égypte, pour les résidents des consulats. L'hostilité des populations à l'égard des étrangers chrétiens et de la situation politique qui oscillait entre instabilité et autoritarisme au gré des affrontements entre les différentes factions au sein du corps des mamelouks, en fut la cause essentielle. La correspondance de Benoît de Maillet à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et au début du XVIII<sup>e</sup>, témoigne de l'hostilité de la population, en 1757 le consul Thomas de Jonville, soulignait dans une lettre le comportement tyrannique d'Aly Bey :  
« La confusion qui règne dans gouvernement sans chef despotique, et tous les grands sont autant de tyrans, laisse entrevoir des evenemens facheux et capables de troubler notre tranquillité... »<sup>36</sup>
- 35 Venture de Paradis a laissé une impression très négative du règne d'Aly Bey :  
« Le règne d'Aly Bey fut très orageux pour notre nation ; des fournitures forcées, des prêts considérables en argent qui ne furent jamais remboursés, lui ont coûté des sommes énormes... »<sup>37</sup>

- 36 Aly Bey fut éliminé par la Porte en raison de ses velléités d'indépendance, l'expédition sanglante de Muhammad Bey Abü Dahab depuis l'Egypte à Acre en 1775 est relatée par Henri Martin..
- 37 En revanche, les résidents bénéficiaient de la plus grande bienveillance des autorités à Smyrne et d'une liberté quasiment sans égale.
- 38 D'une façon générale, dans les consulats des provinces européennes de l'Empire les Français entretenaient des relations sans tensions excessives avec les sujets européens et juifs de l'Etat ottoman ainsi qu'avec les autorités locales. Toutefois, dans le Péloponnèse, après l'échec de la révolte grecque et la répression menée par les troupes albanaises, le consul rapportait l'hostilité des populations grecques à l'égard des Français.
- 39 Il régnait une assez grande liberté à Istanbul, cependant les négociants n'appréciaient guère l'Echelle car l'ambassadeur faisait office de consul et exerçait sur eux une autorité sans faille.
- 40 On le voit, la gestion du commerce français au Levant était tributaire à la fois des conditions locales très différentes selon les régions et des aléas des relations entre la France et le divan.
- 41 L'action de la France s'exerçait à plusieurs niveaux : les contacts directs avec le divan, les consuls sur le plan local, les stations et les démonstrations navales qui permettaient de pallier le manque d'autorité de la Porte dans certaines provinces.
- 42 La France fut le premier Etat européen à disposer d'un ambassadeur permanent à Istanbul dès le XVI<sup>e</sup> siècle. L'ambassadeur avait un rôle très important, il avait un contact direct avec le grand vizir, il négociait avec l'Etat ottoman les Capitulations, les alliances ; il exprimait la position de la France et réglait les litiges entre son pays et le divan. Il avait autorité sur les consuls en tant que représentant du roi, de ministre des Affaires Etrangères et du ministre de la Marine. Il présentait au divan les doléances des consuls et des négociants.
- 43 Le succès de l'ambassadeur dépendait étroitement de l'état des relations entre les deux puissances ainsi que du degré de sympathie que le grand vizir du moment éprouvait à l'égard des Français.
- 44 Les consuls au XVIII<sup>e</sup> siècle, contrairement au siècle précédent, n'étaient plus titulaires d'une charge vénale dont les modalités d'affermage ont varié au cours du siècle, mais des officiers royaux révocables dont la carrière était strictement réglementée. Les consulats dépendaient de plusieurs autorités de tutelles : le ministère des Affaires Etrangères par le biais de l'ambassadeur, du ministre de la Marine qui supervisait le fonctionnement des consulats jusque dans le moindre détail, l'Intendant de Provence qui était le relais du ministre et la Chambre de Commerce de Marseille, essentiellement sur le plan des finances du consulat.
- 45 Le statut des consulats était régi par les Capitulations. Elles accordaient de larges avantages fiscaux et douaniers aux résidents français : ils étaient exempts d'impôts et de droits de successions, ils acquittaient enfin des droits de douanes très modérés. Elles faisaient encore bénéficier nos nationaux d'une quasi-exterritorialité. Pour tout ce qui concernait les affaires internes de la nation française du consulat c'étaient la loi française et les règlements internes du consulat qui s'appliquaient, à l'exception des affaires impliquant un Français et un sujet ottoman. Dans ce dernier cas, le sujet français était assisté devant le cadi ou le pacha par le consul et le drogman ou interprète de la nation.



Le consul exerçait donc des fonctions de police et de justice à l'égard de ses ressortissants mais en grande partie sous le contrôle de l'assemblée de la nation et de ses députés. Le consul veillait à la cohésion et à l'harmonie au sein de la petite communauté, il faisait appliquer les règlements internes de l'établissement ainsi que les règlements et les ordonnances royaux.

- 46 Les marchands français n'avaient pas le droit de se rendre au bazar pour négocier directement avec les marchands orientaux, ils devaient le faire par des intermédiaires, les *censaux*, généralement Juifs, Grecs, Maronites, chrétiens syriens. Ces intermédiaires avaient souvent le titre de *barataires*, car ils détenaient un brevet ou *berat* qui les mettaient sous la protection du pavillon français. Outre l'appui que la France pouvait leur apporter, ils bénéficiaient d'avantages conséquents par rapport à leurs compatriotes".
- 47 Le consul avait une fonction de renseignement, il informait la métropole de la situation politique locale, les mouvements des troupes et des flottes de guerre et les corsaires.
- 48 Le consul représentait la nation auprès des autorités locales, pachas agas ou autres. Ils veillaient au respect des Capitulations par les officiers ottomans, à dénouer les crises qui pouvaient se produire entre la nation française et ces fonctionnaires ombrageux qui imposaient fréquemment des avanies à nos ressortissants, entre autres tâches. Dans certaines circonstances, les consuls pouvaient être habilités à négocier et à signer des traités avec les puissances locales. C'était le cas en Barbarie où l'autonomie que la Porte laissait à ces provinces ne permettait guère à l'ambassadeur de France à Istanbul d'avoir la moindre sur le cours des choses. Un traité de paix, par exemple, fut signé entre la France et la Régence de Tripoli".
- 49 La présence de la marine française en Méditerranée orientale répondait à deux objectifs : le premier était d'assurer la sécurité des navires marchands organisés en convois lors d'un conflit, le second était de lutter contre la course et la piraterie. Les bâtiments de la Marine royale assuraient le transport des ambassadeurs et des personnalités comme les inspecteurs des Echelles. La présence navale se faisait également sous forme de stations navales et les consulats leur servaient de base de ravitaillement. Durant, la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, une tâche supplémentaire fut dévolue aux bâtiments de la Marine française, suppléer au déficit d'autorité du divan dans les provinces. Il s'agissait d'amener les officiers ottomans à respecter les Capitulations et cesser leurs abus, notamment dans les provinces arabes de l'Empire. Les officiers français prenaient parfois le relais des consuls pour négocier avec les autorités locales, en cas d'échec on procédait souvent à des démonstrations navales".
- 50 Si la France fut impliquée directement dans les grands conflits européens du siècle, en revanche, elle ne le fut pas dans ceux opposant la Turquie à ses voisins autrichiens, russes et perses dans lesquels son rôle fut purement diplomatique. Toutefois, elle a pâti plus ou moins des conséquences de ces guerres et tensions qui ont affecté le bassin oriental de la Méditerranée. Bien que neutre, la France ait dû faire face à la course pratiquée par l'Autriche, la Russie et Malte, sans parler de la gêne occasionnée par l'organisation de convois auxquels les capitaines et patrons provençaux se soustrayaient volontiers. Mis à part la course et le ralentissement des affaires causé par les guerres, qui rendaient les liaisons avec le Levant plus difficiles sans les interrompre, les négociants français ne furent pas touchés directement par les conflits. Toutefois il faut noter quelques exceptions comme les conséquences de la révolte grecque en Morée lors de la guerre de 1768-1774.

- 51 Hormis la guerre de 1768-1774, avec la bataille navale de Tchechme en 1770 opposant la flotte russe de la Baltique<sup>71</sup> à la flotte ottomane, les affrontements étaient essentiellement terrestres. L'Autriche et la Russie n'étaient pas de grandes puissances maritimes en Méditerranée et avec la disparition de Venise en tant que puissance coloniale en Méditerranée orientale avec la perte de la Morée, les affrontements furent essentiellement terrestres. Les liaisons maritimes furent perturbées par la course autrichienne, russe ou maltaise<sup>72</sup>.
- 52 En théorie, la France dans les conflits concernant la Méditerranée orientale était protégée par sa neutralité, ainsi que les bâtiments étrangers naviguant sous la protection du pavillon français. Dans les faits cette neutralité ne fut pas toujours respectée par les corsaires. Nous pouvons relever dans la correspondance des consuls et de la nation française ainsi que celle de ses députés un certain nombre de plaintes contre les corsaires qui avaient violé la neutralité du pavillon français. Toutefois, la navigation française fut également gênée par les guerres dans lesquelles la France était impliquée, guerre de succession d'Autriche et guerre de Sept Ans, notamment. Outre, les corsaires, il fallait aussi compter avec les navires de sa Majesté britannique et ses alliés.
- 53 En 1696 en dépit de sa protection, le capitaine Buisson avait été arraisonné à Chypre par un corsaire, la nation française demandait que la nation anglaise subisse une forte avanie en représailles<sup>73</sup>. En 1714, deux navires français avaient été capturés par un corsaire napolitain au service de la Savoie et les cargaisons avaient été vendues à Caïffe. La nation française protestait à nouveau<sup>74</sup>.
- 54 Durant le conflit austro-turc de 1716-1718, les négociants du consulat de Seyde furent victimes d'un corsaire anglais, Plumer, qui écumait la côte de Syrie-Palestine sous le pavillon de l'empereur d'Autriche :
- « notre commerce de Rame et celui de toute la cote se trouve interdit et on n'ose plus faire naviguer les bateaux qui sont cependant la seule ressource que nous ayons pour le commerce de la cote et pour charger pendant l'hiver les bastiments qui viennent de France et qui vont mouiller à Sour ou à Caïffe...<sup>75</sup> »
- 55 Deux bâtiments appartenant à des Français, mais avec un équipage de chrétiens d'Orient, avait été arraisonné par Plumer qui ne reconnaissait pas le bénéfice du pavillon français pour ces navires. Les négociants exigeaient de la part des autorités une action pour éviter que ne se renouvelle un tel état de fait. Si Plumer avait rendu les balles de coton, il avait exigé 800 piastres pour la restitution des navires et avait annoncé que tout bâtiment levantin même appartenant à des Français serait arraisonné. En 1718 une protestation fut encore déposée auprès de l'ambassadeur de Bonnac. Le consul et l'ambassadeur eurent peu d'échos dans leurs démarches ne pouvant guère intervenir auprès de l'Autriche.
- 56 Dans la plupart des cas, le consul et l'ambassadeur étaient impuissants, tout au plus le consul pouvait-il prévenir les conséquences des exactions des corsaires et compter sur la protection de la flotte française qui stationnait en Méditerranée orientale. Toutefois cette protection faisait parfois défaut, ainsi le consul Hervé de Joinville avait souligné pendant la guerre de succession d'Autriche les ravages des corsaires. L'ambassadeur avait fait obligation de déclarer les cargaisons auprès de la chancellerie de l'Echelle et de la justice turque pour permettre l'indemnisation en cas de prise par un corsaire, surtout si la cargaison appartenait à des sujets ottomans.
- 57 En 1744, un corsaire anglais avait pris un vaisseau français venant du Caire<sup>76</sup>. En septembre 1746, Joinville estimait qu'il serait à propos de former une caravane ou convoi

sous la protection des vaisseaux de guerre qui croisaient au large de la Morée et de la Syrie. Joinville s'étonnait grandement que la flotte française dût repartir pour Malte et Toulon alors que les corsaires et la flotte anglaise étaient très actifs dans la zone<sup>58</sup>.

58 Pendant la guerre russo-turque de 1768-1774, la côte de Syrie-Palestine fut infestée par les corsaires qui occasionnèrent d'importantes pertes financières aux négociants français. Vers la fin du conflit, André Martin avait signalé la présence de corsaires battant pavillon russe et leurs nombreuses exactions. Par exemple, trois galiotes grecques battant pavillon russe avaient délesté le capitaine Michelin de sa cargaison<sup>59</sup>. Le 5 août 1774, André Martin signalait que 240 barres de fer envoyées par le sieur Gouran d'Acre au sieur Delavigne à Tripoli avaient été interceptées et confisquées par deux bâtiments russes en dépit des certificats délivrés par le vice consul d'Acre. André Martin faisait remarquer que ce document avait toujours suffi à assurer le libre passage des marchandises françaises même lorsque, comme dans ce cas, c'était un navire ottoman qui était affrété. Pour les Russes, il s'agissait d'une marchandise stratégique prohibée et ils refusèrent de céder aux arguments du vic-consul d'Acre et du consul de Seyde. L'affaire fut portée devant l'ambassadeur<sup>60</sup>. Un autre capitaine fut la victime de corsaires grecs battant pavillon russe et se vit dépouiller de son argent turc. Une frégate française, l'Engagement, était partie à la poursuite de la galiote corsaire. André Martin exprimait également ses craintes de voir les corsaires grecs au service des Russes se transformer en pirates.

59 Si les conséquences de la course étaient généralement financières, elles pouvaient, parfois, prendre un tour dramatique. En effet, le Capitaine Icard quant à lui connut un destin funeste. Il fut arraisonné par un corsaire et se vit confisquer 19 ballots de soie à destination de Damiette et du Caire et appartenant à des marchands levantins de Beyrouth. Sur la plainte des marchands égyptiens le Bey avait ordonné que le capitaine Icard tenu pour responsable de la perte des ballots soit décapité dès qu'il débarquerait en Egypte. Le consul André Martin craignait que des représailles ne fussent mises en oeuvre par les autorités de Beyrouth sur la plainte des marchands du lieu.

60 André Martin ne pouvait faire autre chose que de faire appareiller Icard au plus tôt avant que l'Emir de Beyrouth ne le fasse arrêter à Seyde. Il n'avait pas pu faire admettre à l'émir l'innocence du capitaine Icard qui était un bouc émissaire plus commode que les Russes :

« Le prince n'a pas vu de bon oeil que j'aye voulu blanchir notre capne & quelqu'innocent que j'aye pu le représenter, c'est selon les marchands de Barut l'homme du monde le plus coupable.. en général ces gens là ne distinguent pas l'innocent du coupable, pourvu qu'ils parviennent à leur fin qui est de recouvrer leur bien. Il suffit que le capne à qui ils en veulent soit françois, pour qu'ils s'en prennent à qui que ce soit de sa nation »

61 André Martin enjoignit également les capitaines et patrons français d'éviter momentanément les escales de Beyrouth et du Caire pour éviter des représailles. André Martin souhaitait la présence d'une frégate française qui aurait pu apaiser la situation. L'affaire connut son épilogue quelque temps plus tard lorsque Icard, son fils et tout son équipage furent massacrés par des pirates<sup>62</sup>.

62 Une galiote russe avait confisqué une caisse de bonnets appartenant à André Martin & Cie expédiée à Tripoli sur un bateau du pays. Après l'échec d'une demande de restitution à Tripoli, André Martin demandait, à nouveau, à l'ambassadeur d'intervenir auprès de l'envoyé de la Russie<sup>63</sup>.

63 Par une lettre datée du 18 février 1775, André Martin annonçait à la Chambre que l'ambassadeur avait partiellement obtenu gain de cause dans les diverses affaires

d'arraisonnement et de confiscation de marchandises par les corsaires au service de la Russie. Si les barres de fer étaient restituées, il en allait autrement pour les bonnets et l'argent saisis. Les Russes prétendaient que la restitution du numéraire et des bonnets ne dépendait pas d'eux ; toutefois l'amirauté russe avait promis de châtier les coupables si elle s'en emparait<sup>64</sup>.

- 64 La tâche des consuls, en matière de protection de leurs ressortissants contre la course, était, on le voit, particulièrement ingrate en regard des résultats obtenus même après une énergique intervention. Heureusement la guerre n'affecta pas directement les établissements français, sauf dans le Péloponnèse, où les négociants français eurent à souffrir des troubles causés par la révolte des Grecs et des exactions des troupes albanaises qui avaient mené la répression. Ce qu'évitèrent de peu, lors de l'expédition égypto-ottomane, les Français d'Acre en 1775.
- 65 Comme on le sait, les frères Grégoire et Alexis Orloff et Grégoire Papadopoulos furent chargés de fomenter un soulèvement grec en Morée contre les Ottomans en février 1770. En fait, il n'y eut pas de véritable révolte, en majorité les Grecs du Péloponnèse se sentaient trahis par les Russes qui apportaient un soutien dérisoire en hommes et en matériel. Quant aux Russes ils étaient confrontés au manque d'enthousiasme et de préparation des Grecs, à leurs divisions aussi, sans parler de la rapacité de certains. Les envoyés du Tsar avaient réussi, néanmoins, à convaincre quelques personnalités grecques le bey du Magne, Mavromichalakis et le riche propriétaire Panayote Bénaki, de prendre la tête d'une révolte anti-turque en 1770. Bénaki leva même sur ses propres deniers une troupe de mercenaires.
- 66 En l'absence de véritable insurrection, les quelques milliers d'hommes en armes appuyés de quelques troupes russes ne purent mener que des opérations ponctuelles dont la plus importante fut la prise de Navarin en avril 1770. L'arrivée de troupes irrégulières albanaises au service de la Porte devait mettre fin à l'aventure, fin mai début juin 1770. Les officiers russes rembarquèrent précipitamment pour échapper à un sort funeste emmenant avec eux les chefs de l'insurrection et abandonnant à son triste sort la population grecque. Les hordes albanaises menèrent pendant neuf ans une répression sanglante, multipliant les pillages, les exactions et les violences jusqu'à ce qu'une armée régulière de la Porte les déloge de Morée.
- 67 Le consul Amoureux relatait dans sa correspondance la situation qu'il avait rencontrée en prenant sa charge en Morée en 1773. Il avait constaté une certaine hostilité des Grecs à l'égard des Français considérés comme les alliés des Ottomans :
- « quoique l'affaire du Turc du château de la Sude qui a été tué et qui a fait soulever le peuple de la Canée contre les François, fut encore récente lorsque nous sommes arrivés à la Sude, nous n'avons éprouvé aucune inquiétude à cet égard, mais j'ai trouvé les esprits forts aigris contre la nation et disposés à la molester encore au moindre evenemen... »
- 68 Le 13 août 1773, Amoureux écrivait encore à la Chambre pour l'informer que les stigmates de la guerre étaient encore présentes à Naples de Romanie et que la maison du sieur Cayraud était encore à demi-détruite, toutefois il précisait que Cara Kiayas Moustapha le grand Capigy Bachy<sup>65</sup> qui se trouvait à Constantinople et ami des Français était prêt à venir en aide aux résidents français dans le malheur.
- 69 Il avait dû faire face, en outre, à la situation critique des négociants français qui avaient subi les exactions et les pillages des troupes ottomanes après le passage des Russes. Leurs magasins et leurs maisons avaient été détruits ou incendiés. Hassan Effendi, par exemple,

avait pris tous les effets des Français dans un consulat. Amoureux, négocia donc avec les autorités ottomanes l'indemnisation des négociants pour leur préjudice. Un problème supplémentaire était posé par le remboursement des dettes contractées à l'égard des Français par les marchands grecs qui étaient morts ou en fuite et dont les biens avaient été confisqués par le divan. Dans ce cas l'on ne pouvait négocier qu'avec le *defterdar* ou ministre des finances par le biais de l'ambassadeur. Selon le bilan établi par Amoureux, les pertes françaises s'établissaient à 571 433 piastres dont 101 553 piastres trente parats pour le seul sieur Cayraud. Les négociations pour l'indemnisation des résidents français en Morée devaient durer de longs mois.

- 70 Enfin, Amoureux faisait part à la Chambre des relations souvent délicates avec les Albanais. Par une lettre du 14 juin 1774, il relatait que certains officiers ottomans étaient inquiets en raison d'une enquête entreprise par le divan inquiet de la dépopulation qui affectait la Morée après le passage des Albanais :

« Issouf Bey un des principaux de la Morée ayant eu le commandement jusqu'à l'arrivée du nouveau pacha et s'étant rendu ici depuis quelques jours il y est d'ailleurs d'autant plus en peine de son sort qu'il appréhende d'être recherché sur les extorsions et sur la dépopulation de la Morée d'après les informations qu'y prend actuellement dans toutes les villes de ce royaume un officier de la Porte qui a eu cette commission...<sup>34</sup> »

- 71 La Morée fut la seule région qui eut à connaître les conséquences directes d'un conflit, toutefois l'Empire ottoman ne fut pas seulement en prise aux menaces extérieures ; il dut aussi affronter les forces centrifuges qui minaient l'autorité du divan dans un certain nombre de provinces, arabes notamment. La perte d'autorité de la Porte favorisa l'émergence de potentats locaux et parfois même des troubles dont pâtirent les résidents français. L'Égypte et la région d'Acre sont exemplaires à ce titre.
- 72 Dans les provinces arabes de l'Empire ottoman des forces centrifuges s'étaient exprimées et avaient conduit certaines régions à une émancipation partielle de l'autorité de la Porte. Celle-ci n'avait pas les moyens, dans le contexte du XVIII<sup>e</sup> siècle, de réprimer la dissidence. Aussi le divan faisait-il preuve de tolérance à l'égard des insoumis pourvu que les apparences de l'allégeance au sultan soient respectées, et que le tribut annuel soit payé au trésor ou *miry*. Quant aux potentats locaux, ils ne souhaitaient guère acquérir une indépendance pleine et entière qui les aurait très certainement conduits à une annexion par une puissance européenne.
- 73 Au XVIII<sup>e</sup> siècle, seul Muhammad Ali revendiqua l'indépendance pour l'Égypte ce qui lui valu d'être éliminé par les Ottomans. Son successeur, Muhammad Bey Abû Dhahab, se garda bien de faire de même. Il respecta scrupuleusement les marques de déférence envers le sultan et ses officiers tout en s'acquittant scrupuleusement du versement du tribut à la Porte tout en jouissant d'une plus grande que son prédécesseur. Après 1775, Ibrahim Bey et Murâd Bey connurent une autonomie quasi complète, mais limitèrent leur action à l'Égypte, ils se permirent même de ne payer qu'une maigre partie du tribut ce qui valut une expédition militaire en 1786 qui fit s'effondrer le *duumvir*. Toutefois, la reprise du conflit avec la Russie ne permit pas à la Porte de restaurer pleinement son autorité et les *duumvir* reprirent le pouvoir. Les avanies imposées par les autorités égyptiennes aux Français eurent raison des négociants français et le consulat fut replié du Caire vers Alexandrie. Certains s'obstinèrent à se maintenir au Caire comme Magallon qui fut un des inspirateurs de l'expédition d'Égypte.

- 74 En Syrie-Palestine, le XVIII<sup>e</sup> siècle vit successivement l'émergence de deux potentats locaux Dahîr al'Umar et Ahmad al-Djazzar. Le premier profita de sa fonction de fermier des impôts l'*iltizam*, dans les années 1730, pour asseoir progressivement son pouvoir. Pour financer l'établissement de son pouvoir Dahîr s'efforça de contrôler la production et la vente du coton aux Occidentaux. Son projet était contrecarré par le système Maurepas-Villeneuve qui faisait obligation aux Français de constituer une ligue d'achat. Ce système se traduisit par une accentuation de la paupérisation des producteurs et des marchands levantins. L'action du vice-consul Verrayon, qui essaya d'acheter le coton à moitié prix au milieu du siècle, provoqua une véritable émeute soutenue par Dahîr qui espérait briser le système. Dans l'impossibilité de vendre le coton à d'autres que les Français, un *modus vivendi* s'établit et les relations entre la nation française d'Acre et Dahîr s'apaisèrent.
- 75 Cependant, certains conflits pouvaient encore survenir, par exemple, lors de l'affaire des capitaines français insultés et souffletés à Jaffa par le raïs d'un bâtiment du pays. La France voulut obtenir réparation et devant la mauvaise volonté du conseiller de Dahîr Ibrahim Sebag, la Marine française se substitua au consul. Plusieurs capitaines de la Royale se rendirent auprès des autorités, une démonstration navale fut même envisagée. C'est à partir de cette époque que les démonstrations navales et les stations navales prirent toute leur importance. Il s'agissait de pallier le manque d'autorité du divan<sup>5</sup>.
- 76 La fin de la guerre de 1768-1774, fut l'occasion pour la Porte de se débarrasser de Dahîr jugé trop arrogant. Une expédition militaire égypto-ottomane devait avoir raison de lui en 1775. L'expédition égyptienne se solda par le massacre des habitants de la ville de Jaffe et le sac d'Acre après sa prise. Si les Français ne furent pas molestés, c'est parce que le consul français au Caire, le sieur Mure les avait recommandés à des officiers égyptiens. Si, dans un premier temps le Bey avait respecté le khan des Français, rapidement il s'était imaginé qu'ils cachaient des valeurs appartenant aux pères de Terre Sainte et à des marchands levantins. Il était prêt à massacrer la nation française lorsque sa mort inopinée les sauva et provoqua la débandade des troupes égyptiennes. Brièvement revenu au pouvoir, Dahîr fut tué lors de sa fuite par les troupes ottomanes. La transition fut délicate, surtout en raison de la cupidité des nouveaux maîtres, le pacha de Damas et al-Djazzar. C'est à Ahmad al-Djazzar, qu'échut le gouvernement d'Acre. Il réussit là où Dahîr avait échoué<sup>6</sup>.
- 77 Si dans un premier temps, l'on crut avoir affaire à un officier intègre, il fallut vite déchanter. En 1776, la nation devait une fois de plus éprouver son caractère ombrageux et sa rapacité. Une démonstration navale, certes, le força bien à rendre les marchandises prélevées indûment sur une cargaison après un naufrage, mais sa réaction dans un accès de colère se traduisit par un emprunt forcé sur la nation française qui inquiéta fort André Martin :
- « Il est fort à craindre, Messieurs, qu'il ne vienne bientôt nous inquiéter ici après avoir épuisé les ressources d'Acre. Il est actuellement à extorquer les gens du pays cent cinquante bourses. Tous ont été taxés, chacun au-delà de ses forces. On mande que c'est un cri général, une désolation...<sup>7</sup> »
- 78 Dès lors, on envisagea une autre stratégie, l'on crut qu'en satisfaisant ses désirs et ses ambitions l'on obtiendrait sa bienveillance. On vécut dans cette illusion environ une dizaine d'années. L'ambassadeur Choiseul-Gouffier obtint pour lui le titre de pacha à trois queues en 1784. En 1785, le pachalik de Damas lui était attribué et le consulat était transféré de Seyde à Acre. Le consul Jean-Pierre Renaudot se chargea pour al-Djazzar



d'une « *emplette* » consistant à lui procurer 6 canons de campagne en fer de trois livres et 600 boulets<sup>79</sup>.

- 79 A partir de 1786, une série de fléaux devaient s'abattre sur la région, la peste s'ajoutait à la sécheresse et aux mauvaises récoltes et le prix du coton chuta de 30 % en raison de l'irruption des cotons d'Amérique en Méditerranée. Toutefois, les difficultés économiques et la mévente du coton ne provoquèrent pas de tension en 1788, ce n'est qu'en 1789 que se noua l'ultime crise qui devait se traduire par le départ des nations d'Acre et de Seyde l'année suivante.
- 80 L'affaire commença par une mutinerie au sein du palais et qui gagna les forces commandées par Salim Pacha empêchant de réprimer une révolte druse. Djazzar mena une féroce répression contre les mutins et les rebelles et multiplia les exactions contre les pères de Terre Sainte en leur extorquant 26 000 piastres. Il soupçonna les Français de complot puisque certains par le passé avaient commercé avec des rebelles. L'intervention de l'ambassadeur d'Espagne qui exigea que les pères de Terre Sainte soient remboursés et que Djazzar laisse les Français commercer en paix provoqua une colère sans nom chez Djazzar.
- 81 Le *capigi* porteur de l'ordre fut renvoyé, le *drogman* de Nazareth fut assassiné et Renaudot fut menacé d'égorgement. Ce que voulait, en fait, Djazzar c'était vendre le coton à son prix et c'était pour cela qu'il voulait le renouvellement de tous les résidents. Les menaces de mort proférées à l'égard de la Nation par Djazzar le 17 octobre furent prises au sérieux. Renaudot fut le premier à partir pour sauver sa tête, préférant ne pas vérifier la crédibilité des menaces de Djazzar, la Nation d'Acre embarqua précipitamment avec tout ce qui pouvait être emmené pour Jaffe le 20 octobre 1790. La nation de Seyde l'imita le 26 et fit voile pour Tripoli.
- 82 Après qu'il ait échoué dans sa tentative d'empêcher les Français de faire leur négoce, Djazzar était revenu à de meilleures dispositions. La Porte offrit ses bons offices, l'ambassadeur prit les choses en main, chacun fit des concessions à l'exception des négociants qui refusèrent catégoriquement de retourner dans leurs anciens établissements en dépit des exhortations du Capitaine de frégate Ligoudis. Les négociants préféraient passer pour de mauvais citoyens négligeant l'intérêt général plutôt que faire acte de civisme et risquer la mort<sup>80</sup>.
- 83 L'action des consuls pour défendre les intérêts français au Levant ne fut pas simple en raison des conflits et des tensions qui ont perturbé le bassin oriental de la Méditerranée. En dépit de sa neutralité dans les guerres qui ont opposé la Turquie à ses ennemis séculaires l'Autriche et la Russie, la France, nous l'avons vu, n'a pu que se préserver partiellement des dommages causés par la course ou de la révolte grecque en Morée.
- 84 Dans le cas des guerres européennes, ses navires furent directement menacés par la course et les flottes des puissances maritimes contre lesquelles elle était en guerre, l'Angleterre notamment.
- 85 Quant aux forces centrifuges qui ont sapé l'autorité de la Porte dans ses provinces, arabes plus particulièrement, elles étaient le signe du déclin annonçant la fin prochaine du monde des Echelles comme en témoignent le repli du consulat du Caire vers Alexandrie et surtout l'expulsion des Français d'Acre et de Seyde par Djazzar à la veille de suppression de la Chambre de Commerce de Marseille par l'Assemblée nationale.

## NOTES

1. - En 1658, le divan apprit l'existence d'une correspondance secrète entre Venise et l'ambassadeur de France Jean de la Haye-Vantelet et la participation d'un contingent français à l'expédition de secours à Candie. L'ambassadeur fut emprisonné au Château des sept tours en 1659 et libéré en 1660. L'envoi d'un contingent français pour lutter contre l'invasion ottomane qui menaçait l'Autriche jusqu'à la victoire du Saint-Gothard en 1663 et, en 1664, irrita les Turcs. La démonstration navale contre les corsaires barbaresques installés dans les îles d'Hyères devait achever de mettre au plus mal les rapports franco-ottomans. La France ne devait pas être représentée à Istanbul jusqu'en 1665.
2. - Les revers militaires devaient amener la France à négocier la paix d'Aix-la-Chapelle, une trêve en fait qui n'apportait aucun avantage à la France et préparait un rapprochement franco-autrichien.
3. - La France, au XVIII<sup>e</sup> siècle, avait tenté à deux reprises de favoriser la modernisation de l'armée ottomane et, plus particulièrement de son artillerie. La première tentative se fit sous l'égide du comte de Bonneval ou Bonneval Pacha (1675-1747), un aventurier qui avait servi comme officier dans les armées de Louis XIV puis dans celles du prince Eugène de Savoie. Une fois passé à Istanbul et converti à l'islam, Bonneval Pacha fut présenté au Sultan par le grand vizir. Chargé par le sultan de réformer le corps des bombardiers, Bonneval Pacha, ne put pas comme il le souhaitait moderniser l'ensemble des corps de l'armée en raison de l'opposition des janissaires. Il dut se contenter d'apporter des améliorations techniques au corps des canonniers. Il put néanmoins fonder une école d'ingénieurs pour former des artilleurs. L'école fut fermée après la mort de Bonneval sous la pression des conservateurs et des oulémas. Bonneval avait espéré en vain jouer un rôle dans la diplomatie ottomane, cependant il avait concouru au resserrement des liens franco-ottomans. Le baron de Tott, un officier hongrois passé au service de la France sous l'autorité des ambassadeurs Vergennes puis Sain-Priest, fut l'artisan de profondes réformes des armées turques, surtout après 1774.
4. - Pierre Duparc : *recueil des instructions aux ambassadeurs et ministres de France*, XXIX Turquie, CNRS, Paris 1969. Jean-Louis de Bonnac, pages 216-221.
5. - Robert Duparc : *op. cit.*, Louis de Villeneuve, pages 288-290.
6. - Robert Duparc : *op. cit.*, Michel de Castellane, page 335.
7. - Robert Duparc : *op.cit.* Rolland des Alleurs, page 382.
8. - Robert Duparc : *op. cit.*, François de Saint-Priest, pages 431-432.
9. - Robert Duparc : *op. cit.* , Auguste de Choiseul Gouffier, pages 470-471.
10. - Le plomb était utilisé au Levant non seulement pour la fabrication des munitions mais aussi pour recouvrir les toits et les coupoles des édifices tels que palais ou mosquées.
11. - Jean Pierre Farganel : « Aléas du commerce d'exportation des céréales et relations entre Levantins et Français à Acre et Seyde (1650-1750). » *Les céréales en Méditerranée*, Actes de la Table ronde de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille et de l'Université de Provence ( Institut d'Histoire des Pays d'Outre-Mer) novembre 1989, CNRS Editions, Editions La Porte 1993, pages 85-107.
12. - Jean-Pierre Farganel : « Les négociants français et le commerce international du coton : un enjeu économique et politique vu à travers l'exemple des Echelles d'Acre et de



Seyde -1650-1789 ; » « *De la fibre à la fripe* » le textile dans la France méridionale et l'Europe méditerranéenne (XVIIe-Xxe siècles) Colloque de Montpellier, Université Paul Valéry, Montpellier III, 21-22mars 1997, 1998, pages 385-411.

13. - Jean-Pierre Farganel : « Entre diplomatie et pouvoir local, heurs et malheurs des consulats français d'Acre et de Seyde (1695-1794) » *Bonaparte, les îles Méditerranéennes et l'appel de l'Orient*, Actes du Colloque d'Ajaccio 29-30 mai 1998, Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine, Université de Nice Sophia-Antipolis, Cahiers de la Méditerranée, décembre 1998, pages 49 à 86.

14. - ACCM Le Caire J 1590 : *Lettres de Thomas François Jonville*, 27 novembre 1757.

15. - Paul Masson : *Histoire du commerce français dans le Levant au XVIIIe siècle*, Paris 1911, page 304.

16. - Robert Paris : « *Histoire du commerce de Marseille* » Tome V de 1660 à 1789, le Levant, Plon Paris 1957, pages 254-255.

17. - ACCM J 1908 Tripoli de Barbarie : 9 juin 1729.

18. - Jean-Pierre Farganel : « Les consuls pivots de l'organisation de la navigation commerciale et des stations navales au Levant aux XVIIe & XVIIIe siècles » Actes du Colloque de Toulon 12,13 et 14 septembre 2002, *Stations navales et navigations organisées en Méditerranée*, Société Française d'Histoire Maritime, Délégation Méditerranée, Les Editions de la Nerthe, pages 81-102.

19. - Avant d'envisager d'établir une flotte en Mer Noire, la Russie devait acquérir le contrôle des rivages septentrionaux de cette mer qui ne fut obtenu qu'avec le traité de Küтчûk-Kaynardja en 1774.

20. - Dans bien des cas les corsaires n'étaient pas de nationalité russe ou autrichienne, mais il s'agissait d'Anglais, de Grecs ou autres à qui les puissances intéressées attribuaient des patentes de corsaires.

21. - ACCM J 8 Seyde : *Lettres de la nation française et des députés de la nation*, 1696

22. - ACCM J 819 Seyde : *Lettres de la nation française et des députés de la nation*, 28 mai 1714.

23. - ACCM J 820 Seyde : *Lettres de la nation française et des députés de la nation*, 7 octobre 1717.

24. - ACCM J 1274 Salonique : *Lettre d'Hervé de Joinville consul*, 24 septembre 1744.

25. - ACCM J 1274 Salonique : *Lettres d'Hervé de Joinville consul*, 30 septembre 1746.

26. - ACCM j 805 Seyde : *Lettres d'André Martin député de la nation faisant office de consul*, 15 octobre 1774.

27. - ACCM J802 Seyde : *Lettres d'Henri Martin, député de la nation, faisant office de consul*, 5 août 1774.

28. - ACCM J 802 Seyde : idem, 14 novembre 1774.

29. - ACCM J 802 Seyde : idem, 16 décembre 1774.

30. - ACCM J 802 Seyde : idem 16 décembre 1774.

31. - ACCM J 802 : idem, 18 février 1775.

32. - ACCM J 472 Morée : *Joseph Amoureux consul*, 12 avril 1773.

33. - Capigy Bachy : mot à mot chef des portiers des palais impériaux, cette fonction en apparence subalterne revêtait une assez grande importance comme celle du Bostangi Bachi ou chef des jardiniers. Ce dernier était le confident du sultan alors que le chef des portiers avait la haute main sur les portiers ou capigis. Ceux-ci étaient chargés des hautes œuvres du sultan c'est à dire exécuter les kapikulari ou esclaves de la Porte ( en un mot les vizirs, pachas, agas et autres qui constituaient l'administration de l'Empire) qui n'avaient pas donné satisfaction.

34. - ACCM J 472 Morée : *Lettres de Joseph Amoureux consul*, 14 juin 1774.
35. - Jean-Pierre Farganel : *Bonaparte, les îles méditerranéennes... op. cit.*, pages 72-73.
36. - Jean-Pierre Farganel : *Idem*, pages 76-77.
37. - ACCM J 802 : *Lettres d'André Martin*, 1776.
38. - Jean-Pierre Farganel : *idem*, pages 79-80.
39. - Jean-Pierre Farganel : *idem*, pages 82-84.
- 

## RÉSUMÉS

Au XVIII<sup>e</sup> siècle la Méditerranée orientale voit apparaître de nouveaux acteurs, Russie, Autriche qui s'impliquent également dans les conflits européens. L'Empire ottoman se retrouve dans une situation stratégique car aux frontières de certaines des puissances concernées. La France par l'intermédiaire de ses Consuls, tente d'utiliser son alliance avec la Porte pour contrer la Russie et l'Autriche et préserver ses intérêts économiques au levant. Cet article analyse l'action de ces diplomates français à travers leur correspondance.

For the XVIIIth century in the eastern Mediterranean Sea appear new actors, Russia, Austria which involve also in european conflicts. The ottoman Empire is placed both in a strategical position because very near European Power's border-lines. France through the instrumentality of Consuls tempts to use its alliance with the Sublime Porte in order to struggle against Russia and Austria and to protect its economical advantages to the Levant. This study shows us the action of french diplomatists through their correspondence.

## INDEX

**Mots-clés** : Empire ottoman, Echelles du Levant, consuls français, diplomatie, intérêts économiques

## AUTEUR

JEAN-PIERRE FARGANEL

I.E.P Aix-en-Provence